Pourquoi les Russes commémorent le 9 mai

Le 12-05-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Nous diffusons un article de Julien Chassereau paru sur le site Fréquence populaire.

Une légende tenace circule, selon laquelle les Russes fêteraient la victoire le 9 mai à cause d'un simple décalage horaire. L'explication a le mérite de la simplicité, mais elle escamote l'essentiel. Si le décalage horaire a bien joué un rôle, ne retenir que cela masque un enjeu historique majeur.

« *Quiconque aime la liberté doit à l'Armée rouge une dette qu'il ne pourra jamais payer.* » Ernest Hemingway, *Pravda*, 24 février 1942

Dernière bataille

Après six années de guerre pour les Européens et quatre pour les Soviétiques, la guerre prit officiellement fin, une première fois, avec la capitulation de l'Allemagne nazie à Reims, le 7 mai vers 2 h 41 du matin. Dans une école technique transformée en quartier général allié, le général Alfred Jodl apposa sa signature sur l'acte de capitulation sans conditions des forces allemandes au nom du Haut commandement allemand, en présence du général américain Walter Bedell-Smith, du général soviétique Ivan Sousloparov et, en qualité de témoin, du général français François Sevez.
Le texte stipulait l'arrêt de toutes les opérations militaires actives à 23 h 01 le 8 mai, soit près de quarante-huit heures plus tard. Un délai surprenant, arraché par les Allemands aux négociateurs occidentaux, comme le ministère français des Armées le reconnaît aujourd'hui sur son site officiel.
« *Alfred Jodl a réussi à obtenir un délai de la part des alliés occidentaux. Ceci laisse presque deux journées aux Allemands pour faire passer un maximum de populations civiles et de troupes en zone occidentale afin qu'elles ne tombent pas aux mains des soldats de l'Armée rouge.* » Ministère des Armées, *Reims, 7 mai 1945, la capitulation allemande*

Pendant ces deux journées, les combats allaient donc pouvoir continuer, exclusivement contre les Soviétiques, pendant que les divisions allemandes encore intactes à l'Est allaient pouvoir se ruer vers l'Ouest pour se constituer prisonnières des Anglo-Américains plutôt que des Russes.
Mais cette signature ne profitait pas seulement à l'armée allemande.
« *Le document signé à Reims offrait aux Américains le prestige lié au fait que la capitulation générale allemande ait lieu sur le front Ouest, au quartier général d'Eisenhower. Les Allemands, pour leur part, obtenaient un "report de l'exécution" de près de deux jours, ce qui permit à un nombre incalculable de soldats allemands de se ruer vers l'Ouest et de gagner les lignes anglo-américaines plus hospitalières.* » Jacques Pauwels, *Le mythe de la bonne guerre*, 2000

Staline n'accepta pas que cette signature fasse foi. Et pour cause : pendant que les officiers se serraient la main à Reims, ses soldats continuaient de tomber par milliers en Tchécoslovaquie, en Courlande, à Prague... Les pertes soviétiques de la seule prise de Berlin, du 25 avril au 2 mai 1945, s'élevaient déjà à plus de 300 000 hommes, soit l'équivalent de la totalité des pertes militaires américaines sur les fronts européen de décembre 1941 à août 1945. Au moment où Jodl signait à Reims, l'Union soviétique avait déjà perdu environ 26 millions de ses citoyens, fait plus de 20 millions de blessés, vu raser plus de 1 700 villes et 70 000 villages. Quatre années durant, l'Armée rouge avait porté seule l'écrasante majorité du fardeau militaire de la guerre contre le Reich, sans qu'un second front européen véritable, réclamé sans relâche par Staline depuis août 1941, ne fût ouvert avant juin 1944, à un moment où la victoire soviétique ne faisait plus de doute. Que la signature de la capitulation se déroulât dans une zone tenue par les Anglo-Américains, au quartier général d'Eisenhower, et selon un texte dont la première version ne fut rédigée qu'en anglais, relevait d'une dépossession symbolique flagrante.

L’irritation de Staline avait également une dimension stratégique précise, car il connaissait depuis des semaines les manœuvres séparées des Anglo-Américains avec les nazis. Depuis février 1945, en effet, l’agent de l’OSS Allen Dulles, futur directeur de la CIA, négociait à Berne avec le général SS Karl Wolff, responsable de la déportation de 300 000 Juifs vers Treblinka, les conditions d’une reddition séparée des forces allemandes en Italie du Nord. Cette opération, baptisée Sunrise, avait été éventée par les Soviétiques, et Molotov en avait dénoncé les termes dans une lettre cinglante adressée le 22 mars 1945 à l’ambassadeur Harriman.

« *Depuis deux semaines maintenant, à Berne, et dans le dos de l’Union soviétique, des négociations ont lieu entre les représentants du commandement militaire allemand, d’une part, et les représentants du commandement américain et britannique, de l’autre. Le gouvernement soviétique est d’avis que ces négociations sont totalement inadmissibles* » Viatcheslav Molotov, Lettre à Averell Harriman, 22 mars 1945

L’opération Sunrise s’inscrivait dans une stratégie plus vaste de Dönitz, successeur de Hitler, qui avait fixé dès le 2 mai 1945 ses objectifs explicites, à savoir combattre encore à l’Est mais négocier des redditions avec les Occidentaux. Une « course-poursuite négociée » dont peu d’historiens rendent compte aujourd’hui.

« *Les gains de Yalta engrangés sur le papier seraient donc promptement remis en cause. Fin mars, 26 divisions allemandes demeuraient sur le front occidental contre 170 divisions sur le front de l’Est où les combats firent rage jusqu’au bout.* » Annie Lacroix-Riz, Le rôle de l’URSS dans la Deuxième Guerre mondiale, 2015

À cet égard, comme le soulignait il y a déjà presque soixante ans l’historien américain Gabriel Kolko, la signature de Reims pouvait donc raisonnablement apparaître à Staline comme la dernière étape d’une stratégie occidentale plus ancienne, et non comme un acte neutre de reddition.« Que ce qui représente l’un des plus grands drames de l’histoire mondiale se soit terminé en Europe de manière aussi confuse et indigne résulte de la manière dont Américains et Britanniques cherchèrent à exploiter la capitulation inévitable des Allemands à leur profit et au détriment des Soviétiques. » Gabriel Kolko, The Politics of War : The World and United States Foreign Policy, 1943-1945, 1968

Le délai de deux jours arraché par Jodl, l’absence d’instructions précises données au général soviétique présent, qui pouvait servir, en cas de signature de sa part, à invoquer ensuite une caution tripartite officielle de l’opération, et la rédaction du texte initial dans la seule langue anglaise, révélaient bien la logique à l’œuvre. Staline exigea donc, et obtint, qu’une seconde cérémonie se tînt à Berlin, dans la capitale du Reich vaincu, dans une zone tenue par l’Armée rouge, sous la présidence du maréchal Joukov, l’homme qui avait pris Berlin.

Une seconde capitulation fut donc signée dans une villa de Karlshorst, en banlieue est de la capitale allemande, dans la nuit du 8 au 9 mai. Cette fois, ce fut le maréchal Wilhelm Keitel, en sa qualité de chef de l’Oberkommando der Wehrmacht, le haut commandement des forces armées allemandes, qui parapha l’acte à 23 h 16, accusant quinze minutes de retard sur l’heure d’entrée en vigueur officielle (23 h 01). L’échéance fut néanmoins maintenue, correspondant au 9 mai à 1 h 01 du matin à Moscou. Bien que largement identique à celui de Reims, le texte intégrait une clause exigée par les Soviétiques : le désarmement total de l’Allemagne.

Cette seconde signature ne profitait pas qu’aux Soviétiques. La France elle-même y trouva l’occasion de réparer un affront subi à Reims ; raison très probable pour laquelle De Gaulle se rangea sans réserve à l’exigence stalinienne. À Reims, la France avait en effet ostensiblement été tenue à l’écart de l’événement. Le général Alphonse Juin, qui aurait dû représenter la France libre, se trouvait alors à San Francisco pour la conférence fondatrice des Nations unies et, selon les termes mêmes du ministère des Armées, c’est « in extremis » que son adjoint, le général Sevez, fut inclus dans le processus, et en « qualité de témoin » seulement (Ministère des Armées, 8 mai 1945, la seconde capitulation de l’Allemagne nazie, 2025).

« *Une nouvelle signature arrange aussi les autorités françaises qui, tenues à l’écart, ne sont*

présentes à Reims qu'en qualité de témoin et représentées par le général Sevez, alors que le général de Lattre de Tassigny avait été désigné. » Geoffrey Koenig, La capitulation de l'armée allemande à Reims, INA Panorama Grand Est, 2021).
Plus humiliant encore, le drapeau tricolore ne figurait même pas dans la salle de signature de Reims.
« *Le général de Gaulle est lui aussi mécontent de ce que la France libre n'ait fait figure que de témoin à Reims, sans même la présence du drapeau tricolore. Il demande également une nouvelle séance de signature à Berlin.* » André Larané, 7-8 mai 1945, fin de la guerre en Europe, *Herodote.net*
La France et l'URSS, pourtant peu comparables dans le rôle militaire qu'elles avaient joué dans la guerre, partageaient ainsi à Reims une même position de spectateurs subalternes. Les Anglo-Américains avaient clairement cherché, dans la conduite même de cette signature, à se placer en seuls maîtres de la fin de la guerre, en marginalisant simultanément l'allié de l'Est, qui avait pourtant porté l'effort militaire, et l'allié continental dont le territoire avait été le principal théâtre de la libération occidentale. Aussi De Gaulle n'eut-il aucune hésitation à faire converger sa demande avec celle de Staline.
À Berlin, donc, la cérémonie redonna à chaque belligérant une place. Le maréchal Joukov, qui avait pris Berlin, présida la séance au nom du Haut commandement soviétique. Le maréchal Tedder signa au nom du commandement de la force expéditionnaire alliée. Le général Jean de Lattre de Tassigny, chef de la 1ère armée française – exigence personnelle du général de Gaulle – parapha l'acte en qualité de témoin, aux côtés du général américain Carl Spaatz. Et cette fois, le drapeau tricolore était bien présent, provoquant une exclamation du maréchal Keitel qui restera dans les annales : « Ah ! Il y a aussi des Français ! Il ne manquait plus que cela ! » (propos rapportés à Karlshorst, 8 mai 1945, cités par Véronique Laroche-Signorile, Le Figaro, 8 mai 2015).

Une fin qui n'en finit pas

Cette double signature ne clôtura toutefois pas la guerre. Sur le sol européen, l'Armée rouge poursuivit son offensive en Tchécoslovaquie, où l'opération de Prague se déroula du 6 au 11 mai, contre près de 800 000 soldats allemands du Groupe d'armées Centre qui refusaient d'obéir à l'ordre de capitulation. Près de 50 000 soldats soviétiques tombèrent durant ces ultimes journées de combat, alors que les armes étaient théoriquement déposées. En Yougoslavie, les partisans communistes de Tito poursuivirent également les opérations contre les dernières unités allemandes et oustachies en retraite, jusqu'à la bataille de Poljana le 14 mai. Dans les pays baltes et en Ukraine occidentale, une guérilla anticommuniste dans laquelle se mêlaient d'authentiques résistants nationalistes et d'anciens collaborateurs des Einsatzgruppen allait durer, elle, plusieurs années ; et sa réduction incomba encore aux forces soviétiques.
Hors d'Europe, la guerre était également loin d'être terminée. Le Japon ne capitula formellement que le 2 septembre 1945, à bord du cuirassé USS Missouri, après les bombardements atomiques d'Hiroshima le 6 août et de Nagasaki le 9 août, mais aussi après l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon le 8 août, conformément aux engagements pris à Yalta. Ce dernier fait, fréquemment occulté du récit occidental qui privilégie l'épisode atomique, fut pourtant décisif. En quelques jours, l'Armée rouge anéantit l'armée japonaise du Guandong en Mandchourie, soit près d'un million d'hommes, dans une offensive éclair dont les travaux récents d'historiens, à commencer par ceux de Tsuyoshi Hasegawa dans Racing the Enemy (2005), ont établi qu'elle pesa autant, sinon davantage, que la bombe atomique dans la décision japonaise de capituler (une conclusion à laquelle parviennent aussi Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri (Les Maréchaux de Staline, 2021).

C'est le souvenir du combat de Staline, au nom de toute l'Union soviétique, que la date du 9 mai porte en elle : la lutte, dès la fin du conflit le plus meurtrier de l'histoire, pour que ne soit pas effacé ce que l'Armée rouge venait d'accomplir.

Des dizaines de millions de morts, et tous les autres

L’Union soviétique paya à la guerre un tribut humain sans équivalent dans l’histoire moderne. Les estimations les plus récentes, validées par l’Académie des sciences de Russie en 1993 et reprises par l’historiographie internationale, situent les pertes soviétiques entre 26 et 27 millions de personnes, civils et militaires confondus. Le ministère russe de la Défense précise qu’environ 11 millions de soldats furent tués au combat, capturés sans retour ou portés disparus, dont près de 3,3 millions moururent en captivité allemande dans des conditions volontairement létales, tandis que 15 à 17 millions de civils périrent dans les zones d’occupation, par exécution, par déportation, par famine, par maladie.
« *L’Union soviétique fournit la part du lion de l’effort qui aboutit à la défaite de l’Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale*. » Geoffrey Roberts, *Les guerres de Staline*, 2014

Image

« Les 80 millions de morts de la seconde guerre mondiale » graphique réalisé par Olivier Berruyer, les-crises.fr

Le ministère russe de la Défense estime qu’environ trois soldats sur quatre engagés dans les premiers mois de l’opération Barbarossa ne sont jamais rentrés. Une saignée qui se concentra, en outre, sur les hommes en âge de procréer, ce qui produisit dans les générations suivantes un déséquilibre démographique massif. Les statistiques de l’état-civil soviétique de l’année 1946 enregistrent environ 20 millions de naissances manquantes par rapport à ce qu’on aurait pu attendre dans une situation normale. Un manque qui pesa sur la démographie russe pendant au moins trois

générations.
Sur le sol soviétique, la Russie perdit plus d'un million huit cent mille civils, l'Ukraine plus de trois millions deux cent mille, la Biélorussie un million trois cent mille, ce dernier chiffre représentant à lui seul environ un quart de la population biélorusse de 1941, ce qui en fait le pays le plus dévasté en proportion de toute la Seconde Guerre mondiale, dans une concentration de violence d'extermination que l'Europe occidentale n'a jamais connue à cette échelle.
Par comparaison, les États-Unis perdirent environ 418 000 soldats sur les théâtres européen et pacifique réunis, sans aucune perte civile significative liée à des opérations militaires sur leur territoire continental. Le Royaume-Uni perdit environ 450 000 personnes au total, civils et militaires confondus (ce qui inclut les victimes du Blitz). La France, dont le bilan est plus lourd parce qu'elle subit l'occupation, perdit environ 600 000 personnes, dont la moitié de civils. Le rapport entre les pertes soviétiques et celles de chacun de ces pays se situe donc entre quarante pour un et soixante pour un. L'Armée rouge perdait davantage d'hommes en une semaine de combats à Stalingrad ou à Koursk que les Américains durant toute la guerre du Pacifique.
« *Sur ce front de l'Est, mille êtres humains sont tués chaque heure, nuit et jour.* » Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, *Barbarossa 1941. La guerre absolue*, 2019

Avec 5 millions de morts en deux cents jours, soldats et civils confondus, des deux côtés, la campagne d'Hitler à l'Est, dans son seul premier semestre, devint la confrontation la plus sanglante de toute l'histoire de l'humanité, supérieure en densité de morts à Verdun, à la Somme et aux pires offensives napoléoniennes réunies. Et l'hécatombe se poursuivit pendant près de quatre années entières.
Si la majorité des morts soviétiques ne sont pas tombés sous l'uniforme, c'est parce que les civils ont été massacrés dans le cadre d'une politique délibérée d'extermination. Le siège de Leningrad, qui dura du 8 septembre 1941 au 27 janvier 1944, 872 jours, fit à lui seul plus d'un million de morts, dont la grande majorité par famine. Les massacres de Babi Yar près de Kiev, où les Einsatzgruppen exécutèrent à la mitrailleuse 33 771 Juifs en 2 jours, les 29 et 30 septembre 1941, ne sont qu'un exemple parmi des centaines. La Shoah par balles, conduite en territoire soviétique entre l'été 1941 et la fin de l'occupation, fit environ deux millions de victimes juives, soit pratiquement autant que les chambres à gaz d'Auschwitz. Le commissaire général à la planification du Reich, Herbert Backe, avait conçu dès l'été 1941 le plan dit de la famine, qui prévoyait délibérément la mort par inanition de 30 millions de Slaves dans les territoires conquis, afin de dégager les ressources alimentaires nécessaires à l'armée allemande et à la colonisation future de l'Est. Ce plan ne resta pas un projet. Il fut méthodiquement appliqué.
« *Hitler envisage en effet d'exterminer 30 millions de Soviétiques, dont tous les juifs, de détruire Moscou et Leningrad et de réduire, dans les territoires annexés par le Reich, les survivants à l'état d'esclaves.* » Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, *Barbarossa. 1941. La guerre absolue*, 2019
L'historienne française Annie Lacroix-Riz, qui a consacré une partie significative de son œuvre à reconstituer la chaîne précise des ordres qui, du sommet du Reich aux unités de la Wehrmacht et des SS, organisèrent cette extermination, nous apprend que la directive du général Hermann Reinecke du 8 septembre 1941 stipulait que les prisonniers soviétiques, qualifiés de « bestialisés », ne relevaient d'aucune des protections du droit international applicable aux prisonniers de guerre, ce qui signait leur condamnation à mort par inanition dans les camps. Les Einsatzgruppen, ces unités mobiles de tuerie qui suivaient la Wehrmacht et fusillèrent près de 2 millions de Juifs et de communistes en territoire soviétique, opéraient sur la base d'ordres écrits dont les rapports d'activité, conservés à Berlin puis saisis par les Alliés, sont aujourd'hui consultables. Le décret sur la juridiction militaire du 13 mai 1941, signé par le maréchal Wilhelm Keitel, exonérait par avance les soldats allemands de toute poursuite pour crimes commis contre des civils soviétiques. La directive d'occupation économique du 23 mai 1941, dite directive verte, organisait le transfert des récoltes ukrainiennes vers le Reich tout en assumant explicitement la conséquence prévue, à savoir la famine

de dizaines de millions d'habitants des zones forestières du nord.
« *Toute aide à la population civile russe doit être absolument évitée. Cette guerre exigera de plus d'un million d'hommes du peuple russe leur destruction par la famine.* » Annie Lacroix-Riz, *Le rôle de l'URSS dans la Deuxième Guerre mondiale*, 2015
L'ordre est attribué au chef de l'Oberkommando der Wehrmacht, le maréchal Keitel lui-même, qui sera pendu à Nuremberg en 1946 précisément pour ce type de directives. Il démontre que la guerre à l'Est ne visait pas la conquête d'un territoire au sens classique, mais visait la destruction d'une population. Le « peuple russe », terme générique qui dans la novlangue nazie englobait l'ensemble des Slaves orientaux, devait disparaître par millions pour que vive le Reich.
Ce qui se jouait à Moscou, à Leningrad, à Stalingrad, dépassait donc la simple résistance militaire. Il s'agissait d'empêcher l'extermination programmée d'une fraction massive de l'humanité européenne. Les Soviétiques le savaient, et c'est cette conscience qui rendit possible un sacrifice d'une ampleur inconcevable pour les sociétés occidentales contemporaines.

Les morts oubliés

Le tribut chinois, qu'on néglige plus encore en Occident, mérite également d'être rappelé. La guerre sino-japonaise, commencée formellement en 1937 mais préparée par l'invasion de la Mandchourie dès 1931, fit selon les estimations officielles chinoises environ 20 millions de morts, civils et militaires confondus.
« *Pendant cette épopée de résistance contre l'agression japonaise, on estime qu'entre 14 et 20 millions de Chinois moururent, et la guerre produisit un nombre stupéfiant de 80 à 100 millions de réfugiés*. » Rana Mitter, Forgotten Ally. *China's World War II, 1937-1945*, 2013
À ces 20 millions de morts s'ajoutent environ 100 millions de réfugiés intérieurs, déplacés pendant les huit années que dura le conflit, comme l'a établi l'historien d'Oxford Rana Mitter dans ses travaux sur cette guerre oubliée.
Deux pays portèrent ainsi l'écrasante majorité du coût humain du conflit à l'échelle mondiale, l'URSS face à l'Allemagne et la Chine face au Japon. Ces deux pays sont aujourd'hui présentés en Occident comme les adversaires principaux de l'ordre international, et leur mémoire de la guerre est précisément ce que l'on s'emploie à effacer ou à délégitimer.

Ce que l'on doit à l'Armée rouge

Les pertes humaines de l'URSS furent en réalité à la mesure de sa contribution militaire. Car c'est bien l'Armée rouge qui livra et gagna la bataille centrale du conflit ; un point sur lequel les historiens sérieux, y compris ceux qui n'éprouvaient aucune sympathie particulière pour le système soviétique, convergent désormais sans réserve. La Wehrmacht fut brisée à l'Est.
« *L'Allemagne nazie a été vaincue par l'Armée rouge.* » Jacques Pauwels, *Comment l'Armée rouge a vaincu l'Allemagne nazie*, 2015
Là encore, les chiffres ne trompent pas. Du 22 juin 1941, jour du déclenchement de l'opération Barbarossa, à la chute de Berlin en mai 1945, le front oriental absorba la masse écrasante des forces nazies. Le ministère français de la Défense lui-même le reconnaît sur son site *Chemins de mémoire*.
« *L'Armée rouge a mis hors de combat 4 des 5,3 millions de tués militaires allemands enregistrés durant la Seconde Guerre mondiale*. » Chemins de mémoire, L'Armée rouge : offensives finales
Sur la totalité du conflit, environ 80% de la Wehrmacht furent en permanence déployés sur le front oriental. Au moment du débarquement de Normandie, la Wehrmacht alignait toujours plus de 228 divisions à l'Est contre 58 à l'Ouest, ce qui signifie que les soldats américains, britanniques et canadiens débarqués en juin 1944 affrontaient le quart résiduel d'une armée déjà écrasée à l'Est par trois années de combats sans répit.

La prépondérance du front de l'Est dans la Seconde Guerre mondiale tient avant tout au fait qu'Hitler avait engagé le gros de ses divisions à l'Est, où il poursuivait son projet d'« espace vital » et de destruction du « judéo-bolchevisme ». L'écrasement militaire de la machine nazie ne pouvait donc se jouer, logiquement, que sur ce front.

La seule bataille de Stalingrad, qui dura de juillet 1942 à février 1943, vit s'affronter, selon les calculs des historiens militaires, près de 2 millions d'hommes de part et d'autre, s'entretuant pour la prise de chaque maison, chaque cave, chaque pan de mur. Quand, à El Alamein, la victoire britannique en Afrique du Nord souvent invoquée comme tournant équivalent, 28 000 soldats des forces de l'Axe étaient mis hors de combat, à Stalingrad, ce furent près de 800 000 hommes des armées allemande et alliées qui furent tués, blessés ou capturés (trente fois plus).

« *Cette victoire [Stalingrad] mit l'URSS sur la voie de la puissance mondiale, comme celle de Poltava en 1709 contre la Suède avait transformé la Russie en puissance européenne.* » Geoffrey Roberts, *Les guerres de Staline*, 2014

Entre autres conséquences démesurées, on peut encore citer la bataille de Koursk, à l'été 1943, qui fut la plus grande bataille de chars de toute l'histoire, avec plus de 3 000 blindés allemands engagés et près de 5 000 du côté soviétique. Ou l'opération Bagration, en juin 1944, qui vit disparaître purement et simplement le Groupe d'armées Centre allemand, soit près de 500 000 hommes en deux mois.

Pourquoi l'Armée rouge a vraiment vaincu

Une lecture longtemps dominante en Occident a réduit la victoire soviétique à un écrasement par le nombre, à un déluge de chair humaine et de matériel sacrifié sans intelligence stratégique. Cette lecture provient pour l'essentiel des mémoires des généraux allemands publiées après 1945, en particulier celles d'Erich von Manstein, Verlorene Siege (« Victoires perdues »), et de Heinz Guderian, qui voulurent toutes attribuer la défaite à Hitler, au climat russe et à la masse soviétique, en préservant l'image d'une Wehrmacht supérieure et techniquement invaincue.

L'historien militaire américain David Glantz, ancien colonel de l'armée des États-Unis et fondateur du Journal of Slavic Military Studies, a relevé ce biais historiographique massif. L'ouverture des archives soviétiques après 1991 a permis, au contraire, de reconstituer le conflit depuis l'autre rive, et le tableau qui en émerge contredit point par point la légende dorée de la Wehrmacht.

« *Quoi que la Wehrmacht ait pu emporter sur le champ de bataille à l'échelle tactique, c'est l'art opérationnel et stratégique soviétique qui a remporté la guerre à l'Est.* » David Glantz et Jonathan House, *When Titans Clashed: How the Red Army Stopped Hitler*, 1995

Les Allemands, héritiers d'une longue tradition militaire, demeurèrent jusqu'à la fin tactiquement supérieurs à un grand nombre d'engagements localisés. Mais la guerre moderne, à l'échelle d'un front de 3 000 kilomètres et de fronts multiples coordonnés sur plusieurs mois, ne se gagne pas au niveau tactique. Elle se gagne au niveau opérationnel, c'est-à-dire dans l'art de combiner des opérations successives en profondeur stratégique, et c'est précisément ce que les théoriciens militaires soviétiques avaient conceptualisé dès les années 1920, avec Vladimir Triandafillov, Mikhaïl Toukhatchevski et Gueorgui Issersson. La doctrine soviétique des « opérations en profondeur », codifiée dans les Instructions provisoires sur la conduite des opérations en profondeur de 1936, anticipait la guerre mécanisée moderne à un niveau de sophistication que les états-majors occidentaux mirent des décennies à rattraper.

Toukhatchevski paya cette avance théorique de sa vie pendant les purges de 1937, mais ses élèves, dont Joukov, Vassilevski, Rokossovski et Koniev, appliquèrent à partir de 1942 une doctrine que les Allemands, attachés à la tradition de la bataille décisive d'anéantissement héritée de Clausewitz et de Schlieffen, n'étaient pas équipés pour comprendre.

« *La seule erreur de la Wehrmacht fut de ne pas avoir appréhendé à leur juste valeur les phases opératives et stratégiques d'un conflit moderne*. » Jean Lopez, dir., *La Wehrmacht. La fin d'un*

mythe, 2019
L’argument de Lopez rejoint celui de Glantz. La Wehrmacht savait gagner des batailles, parfois de manière brillante. Elle n'a pas su gagner la guerre, parce qu’elle pensait encore en termes de bataille décisive napoléonienne quand l’Armée rouge avait déjà inventé la guerre opérationnelle moderne. L’opération Bagration, en juin 1944, en fournit l’exemple le plus achevé. Quatre fronts soviétiques coordonnés, deux millions cinq cent mille hommes, 1 250 kilomètres de progression en deux mois, l’anéantissement complet d’un groupe d’armées entier. Aucune opération occidentale du conflit, ni Overlord, ni Cobra, ni Market Garden, n’atteignit cette ampleur ni cette virtuosité combinatoire.

Après Stalingrad, l’Armée rouge ne cessa plus d’avancer : de la bataille de Koursk en juillet et août 1943, à la libération de Kharkov en août 1943, du franchissement du Dniepr en septembre et octobre 1943 à la libération de Kiev en novembre 1943, de la levée du siège de Leningrad en janvier 1944 à la libération de la Crimée en mai 1944, de l’opération Bagration en Biélorussie en juin et juillet 1944 à la prise de Lublin et de Maïdanek en juillet 1944, de la traversée des Carpates et de l’entrée en Roumanie et en Bulgarie à l’automne 1944 au siège de Budapest entre octobre 1944 et février 1945, de la libération de Cracovie et d’Auschwitz le 27 janvier 1945 au franchissement de la Vistule et de l’Oder en janvier et février 1945. Une épopée militaire au cours de laquelle l’Armée rouge perdit près de 5 millions des siens et arracha à l’occupation nazie plus de 120 millions d’habitants
Le 16 avril 1945, l’offensive finale fut lancée sur Berlin avec encore 2,5 millions de soldats, plus de 6 000 chars et plus de 40 000 pièces d’artillerie. Quinze jours plus tard, le drapeau rouge flottait sur le toit du Reichstag, hissé par les sergents Mikhaïl Iegorov et Meliton Kantaria.
Le 2 mai 1945, la capitale du Reich tombait aux mains de ceux que la propagande nazie avait, quatre ans durant, présentés comme des sous-hommes promis à l'extermination.

La fête de la Victoire

Le 9 mai 1945, la nouvelle de la capitulation circula à Moscou dès l’aube, après l’annonce faite à 2 h 10 du matin par Radio-Moscou. Le Présidium du Soviet suprême décréta immédiatement que la date serait fériée. La population sortit dans les rues, et selon l’historienne américaine Nina Tumarkin, deux à trois millions de personnes se rendirent sur la place Rouge le soir même pour entendre le discours de Staline et assister au feu d’artifice.
« *Le rassemblement du 9 mai 1945 sur la place Rouge fut le plus grand rassemblement spontané en URSS depuis la mort de Lénine, et il fonda d’emblée la dimension populaire d’une commémoration qui n’avait pas encore son rituel.* » Nina Tumarkin, citée par Sabine Dullin, *Le 9 mai contre le 7 novembre*, 2011
Quelques semaines plus tard, le 24 juin 1945, se tint sur la place Rouge un défilé grandiose, le défilé de la victoire (????? ??????), où 40 000 soldats marchèrent sous une pluie battante. Le maréchal Joukov, qui avait formellement reçu la capitulation allemande à Karlshorst, passa les troupes en revue juché sur un étalon blanc quand le maréchal Constantin Rokossovski commanda le défilé sur un coursier noir. Au sommet du mausolée de Lénine, Staline observait la cérémonie. Le moment fort, qui restera dans toutes les mémoires, vit 200 étendards des divisions nazies vaincues jetés au pied du mausolée, sous les roulements de tambour, par des soldats portant des gants pour signifier leur dégoût de la Wehrmacht. Les étendards furent ensuite brûlés.
Dans les vingt années qui suivirent immédiatement la guerre, le 9 mai n’eut cependant pas l’ampleur publique et grandiose qu’il acquerrait par la suite. Le statut de jour férié ne fut conservé que jusqu’en 1947, après quoi la date redevint un jour ouvrable jusqu’en 1965.
« *La Journée du Souvenir n’a pas été célébrée comme une fête durant les vingt années qui ont suivi 1945*. » Mischa Gabowitsch, *Le 9 mai, Jour de la Victoire*, Politika, 2020
La société soviétique sortait en effet traumatisée du conflit, la population avait subi une saignée

démographique considérable, et le pays était littéralement en ruines. Dans une telle situation, le deuil l'emportait sur la joie. Par ailleurs Staline, soupçonneux du prestige des grands maréchaux et particulièrement de Joukov, dont la popularité l'inquiétait, se méfiait d'un récit dans lequel le rôle du Parti et le sien propre seraient relativisés au profit de l'armée. Joukov fut d'ailleurs rapidement mis à l'écart, envoyé dans le district militaire d'Odessa, puis dans celui des Ourals, dans une disgrâce que Geoffrey Roberts a longuement documentée dans sa biographie Stalin's General.
Entre 1945 et 1965, le rituel commémoratif demeura donc sobre, presque privé, centré sur le souvenir des morts plutôt que sur la célébration de la victoire.
« *Staline mit d'abord en scène la guerre comme un récit héroïque, triomphal, voire messianique, mais rétrograda ensuite ce mythe parce qu'il avait engendré trop de héros populaires et trop de récits d'initiative personnelle.* » Nina Tumarkin, The Living and the Dead. *The Rise and Fall of the Cult of World War II in Russia*, 1994

Sous Léonid Brejnev, au tournant de l'année 1965, la commémoration fut de nouveau mise à l'honneur et prit la forme massive et codifiée que nous connaissons. Le secrétaire général soviétique restaura le jour férié à l'occasion du 20e anniversaire de la victoire, et institua la grande parade militaire.
Pour l'historienne Sabine Dullin, ce choix s'inscrivait dans un projet politique précis, qui consistait à substituer à la mémoire d'Octobre 1917, devenue compromettante après la déstalinisation amorcée par Khrouchtchev, la mémoire fédératrice de la « Grande Guerre patriotique ». La victoire de 1945 offrait, elle, un récit national idéal, capable de réunir tous les peuples de l'URSS dans un même héroïsme. Le poète Vladimir Kharitonov composa en 1975 la chanson *Le Jour de la victoire (???? ??????)* qui devint l'hymne officieux de la commémoration, et dont Brejnev aurait fait son morceau préféré.
Pendant la période soviétique, en réalité, seuls quatre grands défilés militaires se tinrent sur la place Rouge à cette occasion, en 1945, 1965, 1985 et 1990. C'est seulement à partir de 1995, sous Boris Eltsine, que le défilé devint annuel, et il fallut attendre 2008 pour qu'il retrouve annuellement son envergure d'autrefois.
Une autre dimension du 9 mai, plus populaire et plus émouvante, s'est imposée plus récemment. Depuis les années 2010, des Russes se rendent au défilé en portant les portraits de leurs proches morts ou combattants pendant la guerre. Cette pratique, dite du « Régiment immortel » (??????????? ????), est née en 2012 à Tomsk, en Sibérie, à l'initiative de trois journalistes locaux (Igor Dmitriev, Sergueï Lapenkov et Sergueï Kolotovkine) qui voulaient redonner à la commémoration une dimension familiale et personnelle, en réaction à ce qu'ils percevaient comme une bureaucratisation officielle de la mémoire. Le mouvement a connu une croissance fulgurante, gagnant les grandes villes, puis l'ensemble du territoire russe, puis la diaspora russophone à travers le monde. En 2015, le « Régiment immortel » rassemblait 12 millions de personnes en Russie. En 2019, il en rassemblait plus de 16 millions, et Vladimir Poutine lui-même y participait à Moscou, portant le portrait de son père Vladimir Spiridonovitch Poutine, blessé à Leningrad pendant le siège.
Pour la grande majorité des Russes, le « Régiment immortel » est un cortège mémoriel familial, où chaque famille peut communier dans le souvenir terrible de la Second Guerre mondiale. À l'échelle du pays, presque aucune famille n'a été épargnée. Et le 9 mai, lorsque l'on porte la photographie d'un parent, à Moscou, à Saint-Pétersbourg, à Volgograd ou à Mourmansk, on ne célèbre pas une géopolitique, on rend hommage à un grand-père, une grand-mère, un oncle, une cousine. Cette dimension intime du rituel le rend irréductible aux instrumentalisations dont il peut également faire l'objet. C'est la mesure de cette épaisseur affective qu'il faut prendre pour comprendre pourquoi le 9 mai russe ne se laisse pas réduire à une cérémonie d'État.

Les vivants et les morts

Pour saisir ce que représente le 9 mai dans une famille russe, il faut écouter ce qui se dit autour des tables familiales, des médailles sorties des coffrets à bijoux, des photographies en noir et blanc dont les angles sont usés par soixante-dix ans de manipulation pieuse et des courriers que l'on a parfois pu sauver.
À Saint-Pétersbourg, Leningrad pendant les 872 jours du siège, la mémoire est souvent celle du silence et du pain. Chaque famille de la ville conserve la trace de la famine. De leur vivant, les grands-parents et arrière-grands-parents des enfants qui défilent au Régiment immortel, transmirent à leurs descendants un rapport quasi sacré à la nourriture. Une miette de pain ne se jetait pas. Un morceau dur retrouvait son usage dans une soupe. Les enfants nés bien après la guerre apprirent à respecter le pain comme on respecte une relique. En 2019, Lidia, venue place Gambetta porter le portrait de son grand-père Pavel Ispravnikov mort de faim au siège, racontait ainsi à un journaliste de Russia Beyond que sa mère Elena, infirmière de nuit pendant le blocus, la portait dans ses bras jusqu'à l'âge de cinq ans, parce que la malnutrition l'avait empêchée de marcher. Olga Berggolts, voix de Radio Leningrad pendant le siège, a fixé pour toujours la formule qui résume cette mémoire-là. « *Personne n'est oublié, rien n'est oublié* » Olga Berggolts, inscription du Cimetière mémorial de Piskarevskoïe à Leningrad, 1960

Pour d'autres familles, la guerre se transmet à travers les lettres du front. Des centaines de milliers de soldats soviétiques pliaient leurs lettres en triangles, sans enveloppe, faute de papier et faute de moyens, et ces triangles parvenaient ou ne parvenaient pas à leurs destinataires selon les caprices de la poste militaire et du destin. Des familles entières ont conservé, classées dans des boîtes à chaussures ou des albums de cuir râpé, ces feuilles repliées où des hommes de 20 ans demandaient des nouvelles des pommiers du jardin avant de mentionner, en passant, les bombardements de la veille.
« *Je suis blessé à la jambe droite. Ils m'ont opéré pour retirer un éclat. La blessure est légère, je marche déjà pour changer les pansements. J'espère guérir rapidement pour continuer d'anéantir l'ordure allemande. Pour notre peuple soviétique épuisé, pour vous, mes chers.* » Lettre du sergent Andreï Gadenov, 10 novembre 1942
« *Bonjour, Vera et mon fils Edik. Vera, ne sois pas triste. Prépare-toi pour l'hiver. Achète des bottes et couds un manteau pour notre fils. Je vous aime. Alexeï.* » Lettre du pilote Alexeï Rogov à son épouse, vers 1942-1943
« *Bonjour, mon cher fils Tolia. Le 22 juin, cela fera un an que je ne t'ai pas vu. Tu me manques énormément et je pense souvent à toi. Tu as déjà cinq ans, tu es grand. Grandis, sois brillant, aime ton frère et prends soin de lui. Je reviendrai bientôt. Je reviendrai dès que nous chasserons tous les fascistes. Je t'embrasse très fort. Ton père.* » Lettre anonyme d'un soldat soviétique à son fils, sans date.

Beaucoup de ces lettres arrivaient avec plusieurs semaines ou plusieurs mois de retard, parfois après que la famille avait déjà reçu l'avis de décès officiel. Certaines familles continuent encore aujourd'hui de chercher l'endroit où leurs aïeux furent enterrés, en remontant les tampons postaux des dernières lettres reçues, en croisant les listes d'unités et les cartes des fosses communes ouvertes par les associations de recherche bénévoles qui se consacrent, depuis les années 1990, à rapatrier symboliquement les restes des soldats anonymes du front oriental.
À cette correspondance répondait, à l'arrière, l'attente des femmes. Le poète Konstantin Simonov, correspondant de guerre de L'Étoile rouge et grande voix littéraire de la Grande Guerre patriotique, écrivit dès l'été 1941 le poème Attends-moi, dédié à son amour l'actrice Valentina Serova. Le texte se diffusa d'abord dans les tranchées, recopié de main en main, lu à voix haute par les soldats à leurs camarades, avant d'être publié dans la Pravda en janvier 1942 et de devenir l'un des poèmes les plus connus de l'histoire littéraire russe.
« *Attends-moi, je reviendrai. Mais attends-moi très fort. Attends, quand la pluie jaune apporte la*

tristesse. Attends quand la neige tournoie. Attends quand triomphe l'été. Attends quand le passé s'oublie et qu'on n'attend plus les autres. »

Si beaucoup ne revinrent pas, ceux qui eurent cette chance dirent souvent, comme l'écrit Simonov dans la dernière strophe, que c'était l'espoir de la fidèle attente qui les avait sauvés.
« *Comment j'ai survécu, seuls toi et moi nous le saurons, c'est bien simple, tu auras su m'attendre, comme personne.* »
C'est aussi à toutes ces femmes, dont les photos souvenirs portées sont nombreuses dans les marches, que le Régiment immortel rend hommage. Car la guerre soviétique fut massivement féminine. Près de 800 000 femmes servirent dans l'Armée rouge entre 1941 et 1945, comme tireuses d'élite, pilotes de chasse, médecins de campagne, brancardières, opératrices radio, mécaniciennes, démineuses. À l'arrière, des millions d'autres tinrent les usines d'armement à raison de douze heures de travail quotidien, cultivèrent les terres en remplaçant les hommes, sauvèrent les enfants en les évacuant à pied vers l'Oural ou la Sibérie. La journaliste biélorusse Svetlana Alexievitch, prix Nobel de littérature en 2015, a recueilli pendant 7 ans les témoignages de ces femmes pour son livre La guerre n'a pas un visage de femme, publié en 1985 après avoir longtemps subi la censure soviétique, qui jugeait ces récits trop crus, trop intimes, trop éloignés du discours héroïque officiel. Ses entretiens disent une autre guerre, qui se loge dans les sensations et les détails.
« *La guerre "féminine" possède ses propres couleurs, ses propres odeurs, son propre éclairage et son propre espace de sentiments. Ses propres mots enfin.* » Svetlana Alexievitch
Enfin, chaque 9 mai est évidemment l'occasion d'une célébration plus intime, dans les appartements et les datchas, autour des tables familiales, où l'on porte un toast à la mémoire des anciens. Dans certaines familles, un verre reste plein toute la soirée, recouvert d'une tranche de pain noir, pour celui qui n'est jamais revenu. Et puis l'on chante aussi. Le Jour de la Victoire, Katioucha, Les grues, La nuit obscure, ces airs de la guerre que les enfants apprennent autour de la célébration familiale et des nombreux programmes culturel dédiés au 9 mai. On regarde ensemble, à la télévision russe, le défilé sur la place Rouge, puis les rediffusions des grands films soviétiques de guerre, Quand passent les cigognes, Les Aubes ici sont calmes, La ballade du soldat. Et l'on raconte, encore et toujours, les mêmes anecdotes sur l'ancêtre disparu, qui finissent par constituer la mémoire familiale.

Devoir d'oubli

Les Russes commémorent la date de la victoire sur l'Allemagne nazie avec une intensité qui dépasse de loin tout ce que l'Europe occidentale connaît de célébration le 8 mai. Le 9 mai est pour nombre de Russes la vraie fête nationale.
Et ce fut longtemps une fête qu'ils voulurent partager avec leurs anciens alliés, et plus généralement avec tous ceux qui acceptaient de communier dans la mémoire de la guerre commune et la célébration de la victoire sur le Reich.
Il fut un temps où l'Occident répondait aux invitations. En 1995, pour le cinquantième anniversaire, Bill Clinton, John Major, Helmut Kohl et François Mitterrand se rendirent ensemble à Moscou, dans une atmosphère de réconciliation post-guerre froide qui semblait ouvrir une ère nouvelle. En 2005, George W. Bush, Jacques Chirac et Gerhard Schröder firent de même, dans une cérémonie qui rassembla plus de 50 chefs d'État et où le rôle de l'Armée rouge fut explicitement salué par les dirigeants occidentaux présents.
En 2010, sous la présidence de Dmitri Medvedev, 150 soldats français en uniforme du régiment Normandie-Niémen défilèrent sur la place Rouge aux côtés de troupes britanniques et américaines, première participation occidentale de cette nature depuis 1945. Nicolas Sarkozy, depuis la tribune officielle, n'hésitait alors pas à évoquer

« *La dette éternelle que l'Europe doit aux peuples qui ont libéré le continent du nazisme.* » Nicolas Sarkozy, Allocution à Moscou, 9 mai 2010

Cette présence reposait sur la conscience, ancienne et profonde, d'une dette explicitement reconnue par les acteurs mêmes du conflit. Churchill, anticommuniste viscéral, avait salué dès le 22 juin 1941 « *la cause des hommes libres et des peuples libres partout dans le monde* » incarnée par la résistance soviétique. Mac Arthur, en février 1942, parlait du sort de la civilisation reposant sur les bannières d'une Armée rouge courageuse. Eisenhower acceptait en 1945 l'Ordre de la Victoire des mains des Soviétiques. Les sondages IFOP de septembre 1944 et de mai 1945 montraient que les Français, qui sortaient pourtant à peine de l'occupation et qui devaient leur libération directe aux soldats américains, britanniques et canadiens, créditaient à plus de 57% l'URSS du rôle décisif dans la défaite allemande. Encore vingt et un ans après la victoire, le général de Gaulle, en visite officielle à Moscou et venant de retirer la France du commandement intégré de l'OTAN, déclarait à son arrivée

« *Combien il est émouvant pour moi, de retrouver, prospère, puissante, remplie d'ardeur pacifique, cette Russie, cette grande Russie, que j'avais vue pendant le drame de la guerre, tendue dans l'effort guerrier qui devait assurer sa victoire, et pour une très large part, celle de la France et de nos Alliés.* » Charles de Gaulle, Allocution du 20 juin 1966 à Moscou

De Gaulle qui s'était ensuite rendu à Leningrad, à Kiev et à Volgograd, l'ancienne Stalingrad, pour saluer les morts soviétiques sur les lieux mêmes du sacrifice. Une tournée mémorielle qui témoignait de l'évidence historique qui pesait alors dans l'esprit des dirigeants occidentaux honnêtes.

L'effacement de cette évidence est le résultat d'un travail patient et méthodique, conduit pendant sept décennies à travers Hollywood, les manuels scolaires, les mémoires recyclées des généraux allemands intégrés à l'OTAN naissante, et les commémorations officielles peu à peu dépeuplées de leurs invités. Les sondages mesurent l'efficacité de ce travail. La proportion de Français créditant l'URSS du rôle décisif est tombée de 57% en 1945 à 20% en 2015, exactement à rebours de l'historiographie spécialisée qui, depuis l'ouverture des archives soviétiques en 1991, n'a fait que confirmer le poids militaire écrasant du front oriental.

La séquence qui mène de la Doctrine Wolfowitz de 1992, qui faisait de l'empêchement de toute puissance rivale l'objectif premier de la politique américaine, au boycott total des commémorations de 2025, dessine en réalité un projet politique cohérent dont la mémoire confisquée constitue l'un des piliers. Un projet qui rend progressivement acceptable dans l'opinion publique européenne une confrontation perpétuelle avec un pays auquel l'Europe doit pourtant, militairement, sa libération du nazisme. George Kennan, l'architecte de la doctrine d'endiguement, avait pourtant pressenti dès 1997 le piège, en avertissant que l'élargissement de l'OTAN serait l'erreur la plus fatidique de la politique américaine d'après-guerre froide. Il fut superbement ignoré et, 30 ans plus tard, alors que le piège s'est refermé et que les commémorations communes paraissent désormais impensables, le risque n'est plus seulement diplomatique.

« *Refuser de commémorer en commun la défaite du nazisme avec ceux qui en ont porté l'essentiel du fardeau militaire, c'est se priver soi-même d'une partie essentielle de sa propre histoire. C'est aussi, et peut-être surtout, accepter de réécrire le passé en fonction des besoins du présent, ce qui constitue une forme de barbarie intellectuelle dont nous mesurerons les conséquences pendant longtemps.* » Geoffrey Roberts, intervention à l'Université de Cork, mai 2020

Julien Chassereau, sociologue du travail, expert en Santé Sécurité et Conditions de Travail auprès des représentants du personnel

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire